Document generated on 04/28/2024 1:50 p.m.

Revue d'histoire de l'Amérique française

Les éditoriaux de *La Presse*, 1934-1936
Une défense de la démocratie libérale

Yves Frenette

Volume 33, Number 3, décembre 1979

URI: https://id.erudit.org/iderudit/303797ar
DOI: https://doi.org/10.7202/303797ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)
1492-1383 (digital)

Explore this journal

Cite this note

Frenette, Y. (1979). Les éditoriaux de *La Presse*, 1934-1936 : une défense de la démocratie libérale. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, *33*(3), 451–462. https://doi.org/10.7202/303797ar

Tous droits réservés © Institut d'histoire de l'Amérique française, 1979

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

— II —

LES ÉDITORIAUX DE *LA PRESSE*, 1934-1936: UNE DÉFENSE DE LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE*

YVES FRENETTE
Université Laval

L'histoire des idéologies québécoises au XXe siècle est toute jeune. L'Institut Supérieur des Sciences humaines de l'Université Laval a été pionnier en ce domaine[1]. Cependant, ses collaborateurs se sont presque exclusivement intéressés aux journaux politiques et idéologiques, délaissant la grande presse quotidienne. Même quand ils se sont penchés sur cette dernière, ils ont choisi des publications qui prônaient très haut leur credo nationaliste. Ainsi, *Le Devoir* a fait l'objet d'un article de Pierre Dandurand[2] et d'une partie importante de la thèse d'André-J. Bélanger sur *L'Apolitisme des idéologies québécoises. Le grand tournant de 1934-1936*[3] et *L'Action catholique* a été scrutée à la loupe par Richard Jones[4].

Un tel choix a eu pour effet d'exagérer le caractère traditionnel et religieux de la société québécoise au XXe siècle. Certes, personne ne peut nier la place importante qu'occupait avant 1960 une

* Je tiens à remercier les professeurs H. Blair Neatby de l'Université Carleton et Richard Jones de l'Université Laval qui ont lu une première version de cet article et m'ont donné de judicieux conseils.

1 Deux ouvrages sont à ce jour parus: Fernand Dumont *et al.*, éd., *Idéologies au Canada français 1900-1929* (Québec, Presses de l'Université Laval, 1974), 377 p. et *Idéologies au Canada français 1930-1939* (Québec, Presses de l'Université Laval, 1978), 361 p. Un volume sur la période 1940-1970 est en préparation.

2 Pierre Dandurand, "Crise économique et idéologie nationaliste, le cas du journal Le Devoir", Fernand Dumont *et al.*, *Idéologies au Canada français 1930-1939*, 41-59.

3 (Québec, Presses de l'Université Laval, 1974), 372 p.

4 Richard Jones, *L'Idéologie de l'Action catholique (1917-1939)* (Québec, Presses de l'Université Laval, 1974), 359 p.

idéologie de conservation à forte connotation cléricale. Mais il est temps de la ramener à des proportions plus réalistes et de se pencher sur l'autre grande idéologie du XXe siècle québécois, l'idéologie libérale ou de développement[5].

À cet égard, *La Presse* constitue un outil privilégié d'analyse. Propriété de l'homme d'affaires libéral Pamphile Du Tremblay, elle est au milieu des années "30" l'organe de la bourgeoisie d'affaires montréalaise pour qui le libéralisme, tant économique que politique, a été responsable des succès du passé et est seul garant d'un avenir prometteur. Le journal défend donc cette thèse avec vigueur et attaque tous ceux qui, à droite et à gauche, menacent le statu quo.

De plus, avec un tirage de 147,074 en 1940[6] et une facture de plus en plus soignée, "le plus grand quotidien français d'Amérique" a une grande influence sur la population, surtout dans la région montréalaise. Dans sa page éditoriale, est diffusée à travers la masse, la vision du monde des financiers de la rue Saint-Jacques.

Notre démarche est relativement simple. Elle repose sur une analyse exclusivement qualitative des quatre ou cinq éditoriaux publiés quotidiennement, six jours pas semaine, de 1934 à 1936. Nous avons ainsi dépouillé au-delà de 4,200 éditoriaux. Nous avons aussi tenu compte des chroniques qui les encadrent et qui sont le fait de collaborateurs réguliers. Comme les sujets se répètent souvent, nous n'avons pas jugé essentiel de donner toutes les références pour tel problème particulier. En général, nous avons choisi celles où était exprimée de façon la plus claire la pensée des éditorialistes.

Le capitalisme: un système à sauvegarder

Au coeur des années de dépression, les questions économiques sont le sujet de prédilection des éditorialistes de *La Presse*. Contrairement à la majorité des journalistes québécois, ils continuent d'être optimistes et de manifester une fidélité sans faille aux

---

[5] Une étape importante a été accomplie en ce sens avec la parution de la thèse de doctorat d'Yves Roby, *Les Québecois et les investissements américains (1918-1929)* (Québec, Presses de l'Université Laval, 1976), 250 p.

[6] André Beaulieu - Jean Hamelin, *La Presse québécoise des origines à nos jours, Tome troisième 1880-1895* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1977): 112.

milieux d'affaires. Bien sûr, il y a une crise grave mais il ne sert à rien de se plaindre; ce qu'il faut, c'est que toutes les classes de la société se serrent les coudes pour donner un élan nouveau à l'économie canadienne[7]. Le journal ne manque jamais une occasion de souligner le rôle bénéfique des banques, des associations de commerce et des industries dans le redressement de la situation.

C'est la propriété qui est la source de la richesse collective. Il faut donc éviter le plus possible l'intervention gouvernementale:

> le régime le plus sain est celui où l'État content de son rôle et s'y bornant, laisse à l'homme, être social par nature, toute liberté de travailler, de prévoir, d'entreprendre, de produire et d'épargner, c'est-à-dire de conserver une part de son travail et de son habileté...[8]

Dans la lutte contre le chômage, les pouvoirs publics doivent établir des politiques pour faire travailler les chômeurs tout en étant bien conscients qu'il ne s'agit que de mesures temporaires. Le plus sûr remède est encore de rétablir l'équilibre budgétaire et de faciliter par des mesures fiscales la production industrielle canadienne[9].

Conséquemment, les mesures sociales doivent être réduites au minimum. D'ailleurs, le Québec est bien servi par des organisations charitables privés, tant laïques que religieuses[10]. Pour sensibiliser ses lecteurs à l'ingérence gouvernementale dans ce secteur, le quotidien montréalais leur rappelle que "... l'État qui donne d'une main doit percevoir de l'autre des sommes équivalentes à celles qu'il distribue, et ce sont les contribuables qui en définitive sont forcément appelés à solder la note"[11].

L'agriculture est l'un des rares domaines où *La Presse* demande aux autorités publiques plus d'"économie dirigée". Une réglementation souple mais efficace s'impose, l'aléatoire y étant une denrée quotidienne. "Sans cela, il y aurait confusion, le marché mondial serait approvisionné au hasard et les agriculteurs n'auraient pas de boussole pour s'orienter, même sur leurs propres marchés domestique."[12]

---

7 "La rançon du chômage", éditorial, 16 décembre 1935, 6.
8 "Danger à éviter", editorial, 31 janvier 1936, 8.
9 "Travaux de chômage", éditorial, 8 février 1934, 6.
10 "Pensions de vieillesse", éditorial, 15 février 1934, 6.
11 "Octrois et prêts fédéraux", éditorial, 14 février 1935, 6.
12 "Économie dirigée", éditorial, 14 mai 1934, 6.

Le quotidien attache de l'importance à la production agricole car il voit le retour à la terre comme l'un des moyens à prendre pour contrer le chômage. Cependant, plus pratique que les milieux nationalistes, il ne développe une certaine mystique de la colonisation que pour mieux en vendre l'idée: "Il est nécessaire que nos hommes d'État d'abord et toute la collectivité ensuite se fasse [sic] la plus haute conception des entreprises colonisatrices, afin de leur apporter l'appui moral et financier dont elles ont besoin."[13] Ce que les rédacteurs visent, ce sont des résultats concrets. Il faut donc écarter les incompétents et ne renvoyer à la terre que les anciens cultivateurs, leurs fils ou, à tout le moins, ceux qui en manifestent vraiment le désir[14]. Aux intéressés, le journal vante la vie rurale qu'il oppose à la misère urbaine:

> la vie la plus dure à laquelle ils s'exposent en restant agriculteurs ou en retournant à l'agriculture, s'ils l'ont quitté pour le mirage des villes, ne sera pas plus dure que celle des chômeurs, avec l'assistance accordée de tous côtés au mouvement de colonisation, et, les pires années passées, ils auront entre les mains une propriété et des instruments de culture, une petite fortune en biens immobiliers et mobiliers qui manquera malheureusement aux chômeurs assistés.[15]

Bien sûr, la colonisation coûte des sous. Mais elle en vaut la peine étant de loin préférable aux "mesures artificielles souvent violentes du genre de celles auxquelles ont recours certains pays"[16].

En ce qui concerne les relations de travail, *La Presse* se montre favorable aux "capitaines d'industrie", qui comprennent que dans l'état de misère où se trouvent beaucoup de travailleurs, il est plus que jamais nécessaire d'adopter une attitude ouverte et charitable dont ils ne pourront que se féliciter à long terme. "Quiconque envisage froidement les réalités, même s'il n'a que des ambitions égoïstes, ne peut s'empêcher de devenir un apôtre social..."[17].

Le gouvernement, quant à lui, doit se contenter de corriger les abus (réglementation du travail des enfants, instauration du salaire minimum) tout en prenant bien garde de ne pas faire augmenter les

---

13 "Dans notre tradition", éditorial, 3 janvier 1934, 6.
14 "Colonisation", éditorial, 12 janvier 1934, 6.
15 "Ruraux et urbains", éditorial, 18 octobre 1935, 6.
16 "Une oeuvre essentielle", éditorial, 31 janvier 1934, 6.
17 "Un devoir à remplir", éditorial, 24 novembre 1936, 6.

coûts de production, ce qui nuirait à la bonne marche des entreprises[18]. Les rédacteurs font confiance au bon sens des ouvriers qui ne participeront pas à des grèves qui, en définitive, ne servent personne, sauf les agitateurs[19].

Démocratie parlementaire et totalitarisme

La Presse participe au grand débat des années 1930 sur l'avenir de la démocratie. Alors qu'une partie importante de l'intelligentsia québécoise se montre sympathique aux expériences fascistes et, dans un degré moindre, socialistes[20], le journal montréalais se fait le champion du régime parlementaire qui a fait ses preuves depuis longtemps. Un commentaire de Jean Maurin, collaborateur spécial à Québec, illustre bien la pensée du quotidien montréalais:

> Les iconoclastes du régime parlementaire ne savent probablement pas très bien ce qu'ils mettront à sa place, nous voulons dire quelque chose de sérieux et de sûr. Mais que leur importe! [...] on trouvera que ses lois ne ressuscitent pas assez vite la nation. Comme si d'autres régimes, la monarchie ou la dictature, ont jamais réussi à transformer un pays, en quelques mois, même avec toutes les contraintes dont ils s'accompagnent, avec tous ces holocaustes de nos libertés, auxquels se refuseraient la grande majorité des Canadiens.[21]

Le quotidien admet que des réformes sont souhaitables mais il ne précise guère davantage. Tout au plus formule-t-il les voeux d'une administration publique efficace et honnêtement conduite[22].

Il insiste souvent sur la nécessité pour les citoyens d'exercer leur droit de vote aux trois niveaux de gouvernement au meilleur de leur conscience. Lors de la campagne électorale fédérale de l'automne 1935, il précise que les Canadiens doivent accorder leur confiance au candidat ou parti "qui présente les meilleures garanties de sagesse et de prudence [...], c'est moins que jamais le moment de voter par coup de tête, au hasard des caprices ou des promesses faciles à faire et faciles à oublier"[23]. Autrement dit, les éditorialistes

---

18 "Salaires minima dans Ontario", éditorial, 11 septembre 1935, 6.

19 "Grèves de bûcherons", éditorial, 22 octobre 1934, 6.

20 Voir à ce sujet Dumont *et al.*, éd. *Idéologies au Canada français 1930-1939* et Denis Monière, *Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours* (Montréal, Éditions Québec-Amérique, 1977), 263-290.

21 Jean Maurin, "La législature ne connaît pas le chômage", lettre de Québec, 28 janvier 1935, 6.

22 "Sur un pied d'affaires", éditorial, 10 décembre 1936, 6.

23 "Pléthore des candidats". éditorial, 1er octobre 1935, 6.

conseillent aux électeurs d'oublier les deux principaux tiers partis, le C.C.F. (*Cooperative Commonwealth Federation*)[24] et le Crédit social. Ils attaquent et ridiculisent souvent ce dernier et son fondateur, William Aberhart, qu'ils comparent au démagogue louisianais Huey Long[25]. Quand Aberhart prend le pouvoir en Alberta en 1935, un des rédacteurs explique que le nouveau gouvernement "sera forcé pour prouver la viabilité du Crédit social, d'encourager la population à dépenser le plus largement possible, à mettre de côté toute préoccupation de l'avenir, à se jeter avec frénésie dans toutes les distractions, tous les plaisirs"[26]. Un an plus tard, lorsque "Bible Bill" a de la difficulté à appliquer son programme et que sa foi créditiste commence à vaciller, le journal jubile et prévient ses lecteurs qu'il ne faudra plus croire les politiciens aux promesses mirifiques. "La réalité a de terribles exigences."[27]

La Presse se montre plus conciliante envers les tangentes que prend la politique internationale. Elle reconnaît que parmi les diverses formes de gouvernement, "il n'y en a pas qu'une seule qui puisse faire le bonheur des populations"[28]. Ainsi, elle éprouve une grande sympathie pour le dictateur Dollfuss en qui elle voit le défenseur du peuple autrichien contre les agitateurs fascistes et communistes[29].

En effet, porte-parole de la démocratie libérale canadienne, le quotidien montréalais ne peut rester indifférent à la menace que font peser sur le monde les fascismes européens. Bien qu'il incline à penser que l'Italie a été "transformée et galvanisée sous l'énergique impulsion de Mussolini"[30], il trouve, avec son correspondant français Georges Reynald, que le puissant appareil administratif et militaire du régime fasciste coûte très cher aux Italiens[31]. Le journal devient carrément hostile au mussolinisme quand il apprend que des agents italiens font de la propagande à Montréal et à Toronto[32].

---

24 Pour ce qui est de l'attitude de *La Presse* envers le C.C.F., voir ci-dessous, 459-460.
25 "Le souvenir d'Huey Long", éditorial, 7 octobre 1935, 6.
26 "Un très vieux système", éditorial, 19 septembre 1935, 6.
27 "Impatiences en Alberta", éditorial, 8 juin 1936, 6.
28 "Une monarchie nouvelle", éditorial, 21 décembre 1935, 22.
29 "Empereur d'Autriche", éditorial, 1er décembre 1934, 22.
30 "La nouvelle Autriche", éditorial, 1er mai 1934, 6.
31 Georges Reynald, "Lutte des monnaies", billet extérieur, 17 mai 1934, 6.
32 "Propagande fasciste", éditorial, 17 janvier 1934, 6.

Sur la politique extérieure de Rome, les éditorialistes de *La Presse* ont une attitude réservée. Influencés par l'opinion française, ils croient qu'il faut ménager Mussolini pour qu'il ne se jette pas dans les bras de l'Allemagne. Cependant, ils le blâment quand, au printemps de 1935, il attaque l'Éthiopie, et ils ne se laissent pas berner, expliquent-ils, par les justifications de l'Italie: "Pour sauver la face devant l'opinion publique on colore l'agression d'un prétexte humanitaire."[33] L'attitude du journal s'explique par son opposition à la propagation du fascisme mais aussi par sa crainte de voir une nouvelle guerre dévaster l'Europe. Ce même motif le fait s'opposer aux sanctions économiques appliquées contre l'Italie par la Société des Nations. D'autant plus qu'elles coûtent cher et ne donnent rien[34].

La Presse se montre beaucoup plus sévère à l'égard du nazisme. En 1933-1934, elle croit à sa chute prochaine; mais, à regret, elle se rend bientôt compte qu'Hitler est au pouvoir pour y rester. L'Europe est aux prises avec un dangereux mégalomane:

> Cet homme est pris d'une sorte de délire sacré. Il semble qu'il entend des voies [sic] venues sans doute des profondes retraites où se sont réfugiés les dieux du paganisme germanique quand ils ont reculé devant le Dieu des chrétiens. Hitler est persuadé qu'il incarne l'Allemagne, que l'esprit de la race s'est fixé en lui et que sur lui repose la charge de remplir une mission quasi-divine.[35]

C'est la question religieuse qui inquiète le plus les rédacteurs du quotidien montréalais. Catholiques et protestants allemands sont persécutés. En 1935, le gouvernement ne se radoucit que pour mieux dorer la pilule aux chrétiens. Il a pris conscience qu'il "... se discréditait en encourageant la diffusion des fables du paganisme et en invitant sérieusement la population à restaurer le culte des Germains barbares des premiers siècles de l'ère chrétienne"[36]. Le 26 août 1935, le journal reproduit un article du journaliste français

---

[33] "Conquêtes et prétextes", éditorial, 24 mai 1935, 6.

[34] "Sanctions coûteuses", éditorial, 25 septembre 1935, 6. Pour une analyse plus poussée de la question, voir Françoise Caron-Houle, *La presse française du Québec et les crises européennes, 1935-1939,* M.A. (histoire), Université d'Ottawa, 1972, 52 & ss.

[35] Georges Reynald, "Négociations impossibles", billet extérieur, 3 avril 1936, 10.

[36] "La fin du néo-paganisme allemand", éditorial, 30 octobre 1935, 6.

Maurice Pernot qui écrit que l'opposition de l'Église catholique et de l'État national-socialiste "est de celles qu'aucun compromis ne peut résoudre"[37].

Avec ses correspondants étrangers, *La Presse* refuse de faire confiance au chancelier allemand: "Entrer dans son jeu, c'est ruiner inévitablement la paix."[38] L'Allemagne veut prendre de l'expansion aux dépens de ses voisins. Elle emploie des moyens criminels pour arriver à ses fins. Bientôt, elle exigera des colonies. Les nations européennes doivent se réveiller et se préparer à contrer son réarmement. L'équilibre des forces doit être constamment maintenu entre la France et l'Allemagne. Tant que cette dernière ne l'acceptera pas, la défiance régnera[39].

L'U.R.S.S. peut constituer un rempart contre les menées hitlériennes en 1934-1936. C'est là la seule qualité que les rédacteurs de *La Presse* lui reconnaissent. Sur un ton modéré[40], ils tentent de démontrer que le système soviétique n'apporte pas les fruits escomptés: les salaires demeurent inégaux, la production est non qualitative et ne correspond pas aux besoins du marché domestique, et les conditions de vie sont au-dessous de celles des chômeurs de l'Europe occidentale[41]. Cette situation permet à la Russie stalinienne de concurrencer déloyalement les pays capitalistes, dans le commerce du bois notamment[42]. Faisant état des erreurs qui sont, selon lui, le lot courant des services médicaux russes, un des éditorialistes moralise:

> Mais dans les pays où la pratique de la médecine n'est pas un monopole d'état, où les médecins ont conservé des responsabilités personnelles, où ils ont intérêt à se perfectionner le plus tôt possible et où la charité même n'ont pas été socialisées [sic], ces erreurs ne se produisent pas.[43]

La Presse s'inquiète de la menace communiste qui, selon elle, guette l'Europe. Elle s'intéresse beaucoup à l'Espagne où des gouvernements de gauche se succèdent depuis 1931. Soupçonnés de commu-

---

37 Maurice Pernot, *Le Journal des Débats,* cité dans *La Presse,* 26 août 1935, 6.

38 Pierre Bernus, *Le Journal des Débats,* cité dans *La Presse,* 22 janvier 1934, 6.

39 "Le problème franco-allemand", éditorial, 7 juillet 1936, 6.

40 À l'exception de l'abbé Henri Jasmin, professeur à la faculté des Lettres de l'Université de Montréal et spécialiste du catholicisme international, qui signe des articles dont le style inflammatoire rappelle celui des journalistes de *L'Action catholique* et de *La Croix.*

41 "La Russie soviétique", éditorial, 17 février 1934, 22.

42 "Concurrence russe", éditorial, 2 février 1935, 22.

43 "Chirurgie soviétique", éditorial, 5 novembre 1935, 6.

nisme, les gouvernements ne font rien pour empêcher les persécutions dont les catholiques sont victimes. La situation s'envenime en 1936 alors que la campagne anticatholique redouble d'intensité. Le quotidien montréalais conclut que ces événements prouvent que l'on ne doit pas reconnaître légalement les partis révolutionnaires qui ne visent qu'à "acquérir une liberté d'action qui leur permette de détruire à leur guise"[44]. Sans se ranger ouvertement dans le camp des nationalistes de Franco, *La Presse* se réjouit que quelqu'un se lève enfin pour contrer les bolchevistes[45].

Moins exposés que les pays européens, les États-Unis et le Canada doivent quand même être sur leurs gardes. Là aussi communistes et socialistes essaient de s'immiscer dans toutes les organisations susceptibles de les aider, directement ou indirectement. Aussi, chez nos voisins du Sud, ils regroupent leurs forces en une ligue antifasciste beaucoup plus préoccupée de propagande que de lutte contre l'extrême-droite[46]. En novembre 1936, le journal applaudit à leur récent échec devant les électeurs américains qui, malgré les temps difficiles, "... n'ont pas voulu se laisser entraîner dans une guerre de classe [...], mais ont continué leur allégeance aux deux vieux partis qui se recrutent indistinctement dans toutes les catégories de la population"[47].

Au Canada, les communistes profitent de la dépression pour convertir les ouvriers et les chômeurs. Ils suscitent des revendications comme la création d'un Ministère de l'Instruction publique et l'établissement de l'école neutre[48]. Au plan politique, ils sont réunis sous la bannière du C.C.F. qui prend des allures démocratiques pour masquer le fait qu'il est un bastion socialiste. Les Canadiens ne se laisseront pas prendre:

> Se jeter dans les bras du socialisme, lorsque le régime n'a de titre de recommandation, dans le champ de l'expérience, que la tentative russe dont tout ce que l'on sait de positif ce n'est pas sa réussite mais les hésitations perpétuelles et les compromissions avec le capitalisme que se permettent les Soviets, cela aura tous les caractères d'une sottise bien caractérisée.[49]

---

44 "Pillages en Espagne", éditorial, 11 mars 1935, 6.
45 Caron-Houle, *op. cit.*, 98.
46 "L'union des radicaux", éditorial, 28 novembre 1935, 6.
47 "Le vote américain", éditorial, 12 novembre 1936, 6.
48 "Un avertissement", éditorial, 1er mai 1935, 6.
49 "La C.C.F.", éditorial, 16 juillet 1935, 6.

Pour contrer cette doctrine "déshumanisante" et "déchristianisante", les mots ne suffisent pas; il faut prendre le mal à sa racine en pratiquant la charité et en aidant les malheureux. "Si le peuple qui souffre constate que l'on s'occupe de lui, qu'on lui veut réellement du bien [...] alors il tournera le dos aux doctrinaires de la C.C.F. ou de toute autre association partageant de semblables idées."[50]

Un catholicisme modéré

La Presse de 1934-1936 n'accorde pas une place très importante à la religion. Journal catholique, elle ne se lance pas cependant dans des polémiques à caractère dogmatique. Elle se contente de souligner les fêtes religieuses et fait la chronique des faits divers: décès d'évêques, jubilés sacerdotaux, etc.. Les éditorialistes mettent en relief les services rendus à la nation par l'Église. La population doit continuer de montrer le plus grand respect au clergé canadien[51]. Les résultats d'une telle attitude sont palpables. Lors de la fête de l'Action de Grâce en 1935, le journal remercie la Providence pour sa bonté à l'égard du pays: "Une amélioration ininterrompue se fait sentir depuis deux ans et demi, l'activité économique s'achemine peu à peu vers la normale..."[52]. Très pratiques, les rédacteurs insistent sur les avantages concrets pour les citoyens d'être de bons catholiques. Ainsi, il faut respecter le repos dominical. Outre que le travailleur a besoin d'une journée pour refaire ses forces, "... l'on gagne beaucoup à observer ce saint jour en véritable chrétien, en homme qui ne cherche pas à finasser avec Dieu mais qui lui donne volontiers son dû d'adoration, de soumission et d'hommages"[53].

"Ô Canada, mon pays, mes amours"!

Le "plus grand quotidien français d'Amérique" est nationaliste canadien. Il croit que la survivance des Canadiens français ne peut se réaliser que dans un Canada fort[54]. À la suite de l'abbé Albert Tessier de Trois-Rivières, les éditorialistes adhèrent à la "doctrine" des petites patries: "C'est la participation affectueuse et intelligente à la vie ardente du foyer, qui fait la paroisse, qui fait la région, qui fait la province, qui fait le pays."[56] On est, par exemple, Saguenéen

---

50 "Ne manquons pas d'aider", éditorial, 27 février 1934, 6.
51 "Vaillants apôtres", éditorial, 2 mai 1936, 22.
52 "Jour d'Action de Grâce", éditorial, 24 octobre 1935, 6.
53 "Le respect du dimanche", éditorial, 30 avril 1934, 6.
54 "Par la coopération", éditorial, 26 mai 1936, 6.
55 "Faut-il être régionaliste", éditorial, 26 octobre 1936, 6.

et Québécois. Mais on l'est pour être un meilleur Canadien "qui a à coeur la bonne réputation, la prospérité, le bien-être de ce pays et qui, au besoin, n'hésitera pas devant les sacrifices de temps ou d'argent, pour lui procurer tels avantages"[56]. Bien qu'il souligne éloquemment la Saint-Jean-Baptiste[57], le journal explose d'enthousiasme lors de la fête du Dominion:

> Le premier juillet doit être le jour par excellence où la nation canadienne fait un acte de foi dans les brillantes destinées qui lui ont été promises, où elle prend la résolution de mettre en valeur le vaste et beau pays où s'exercent ses activités, où elle cherche les moyens de cimenter l'unité nationale [...] une occasion de se livrer à des méditations sérieuses, à se pencher sur son âme collective, à étudier ce qu'il lui faut accomplir pour être à la hauteur de la noble mission que la divine Providence lui a confiée [sic], pour être digne du précieux héritage reçu des ancêtres [...] "Ô Canada, mon pays, mes amours", que ce chant [...] monte aujourd'hui des coeurs et non pas seulement des livres, qu'il exprime un sentiment sincère, un attachement inaltérable à la terre canadienne si digne d'être vénérable et servie avec le plus entier et le plus pur dévouement.[58]

Pour promouvoir l'unité nationale, *La Presse* se fait l'ardente propagandiste d'une campagne de bilinguisme, nécessaire "si nous ne voulons pas toujours rester étrangers les uns aux autres"[59]. Elle favorise aussi une véritable citoyenneté canadienne[60] et l'adoption d'un drapeau national[61].

Parallèlement, le journal se fait l'apôtre d'une politique d'"achat chez-nous" qui prend pour critère la géographie (Québec, Canada) par opposition à la race. Ainsi, dans un premier temps, les Québécois consommeront des produits de leur province, peu importe que les fabricants soient anglophones, juifs ou francophones. À un deuxième niveau, ce sont les biens produits dans le Dominion que les gens devraient se procurer[62]. Ce n'est pas là du chauvinisme mais un juste nationalisme qui "autorise les légitimes

---

56 "La nation canadienne", éditorial, 1er juillet 1936, 6.
57 Sainte-Foy, "Réminiscences", lettre de Québec, 8 juin 1936, 6.
58 "La nation canadienne", éditorial, 1er juillet 1936, 6.
59 "Le bilinguisme", éditorial, 20 novembre 1936, 6.
60 "Le titre de Canadien", éditorial, 10 avril 1934, 6.
61 "Un emblême national", éditorial, 17 mars 1936, 6.
62 "Un moyen d'aider", éditorial, 8 février 1934, 6.

aspirations de nos compatriotes sans préjudicier à celles de leurs concurrents dans l'industrie et le commerce, de même que dans les diverses sphères libres de l'activité économique"[63].

En matière constitutionnelle, le quotidien appuie le premier ministre Taschereau qui "ne cesse de revendiquer fièrement l'autonomie de notre province dans toutes les sphères des activités nationales et sociales"[64]. Il souhaite qu'une entente soit conclue sur le partage des pouvoirs afin que le contribuable paie moins d'impôts[65]. Après la conférence interprovinciale de 1935, certains se plaignent qu'elle n'a pas donné de résultat; un des éditorialistes n'est pas d'accord avec ces défaitistes:

> Cela prouve tout simplement qu'il y a au Canada dix administrations différentes dont les intérêts ne concordent pas toujours: elles ont du moins manifesté l'intention de travailler de concert, de raisonner leurs différends; les solutions nécessaires sortiront de ces entretiens.[66]

Conclusion

Cette note se voulait un regard préliminaire sur un grand journal d'information pendant la décennie 1930. Défendant les intérêts des milieux d'affaires, *La Presse* des années 1934-1936 ne remet jamais en cause le système économique et politique canadien. Certes, le libéralisme a des défauts mais il est encore le meilleur régime pour les Canadiens. S'adressant à l'homme de la rue, le quotidien ne met pas de l'avant de savantes théories. Il en appelle plutôt au bon sens de ses lecteurs. Comme nous l'avons vu, même les sujets religieux sont abordés de façon pratique: il paye d'être de bons catholiques.

En pleine crise économique, *La Presse* continue de prêcher le statu quo. Selon elle, seules des solutions prudentes relèveront le pays. Était-elle seule à penser ainsi? Qu'en était-il du *Soleil,* de *L'Événement,* de *La Patrie*? Une étude de ces journeaux permettrait de comprendre l'écart qui grandit sans cesse, dans le Québec du XXe siècle, entre le discours de l'élite traditionnelle et la mentalité populaire.

---

63 "Charité bien ordonnée", éditorial, 8 novembre 1934, 6.
64 Sainte-Foy, "La session", lettre de Québec, 12 avril 1934, 6.
65 "Efforts perdus", éditorial, 21 juin 1934, 6.
66 "La conférence interprovinciale", éditorial, 16 décembre 1935, 6.